



CGIET
CONSEIL GÉNÉRAL
DE L'INDUSTRIE
DE L'ÉNERGIE
ET DES TECHNOLOGIES

1810-2010

200 ans d'histoire du corps des mines

Point presse du 9 avril 2010



200 ans d'histoire du corps des Mines
www.bicentenaire-mines.org

1810
2010

Les Annales des Mines

Le CGIET est chargé de la rédaction et de la publication des Annales des mines, revue fondée en 1794, qui contribue notamment à diffuser les connaissances dans les domaines de compétence du Conseil.

Les Annales des mines publient douze numéros par an, répartis en trois séries trimestrielles : « Réalités industrielles », « Gérer et comprendre » et « Responsabilité et environnement ».



Le conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies

200 ans d'histoire du corps des Mines

1810
2010

Pour en savoir plus :

CGIET, 120 rue de Bercy Télédéc 796 75572 Paris CEDEX 12

<http://www.cgiet.org>

Conception graphique: studio Sircom





Présidé par le ministre chargé de l'économie, le **Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET)** est né le 1^{er} février 2009 de la fusion du Conseil général des mines et du Conseil général

des technologies de l'information. Il assure des missions de conseil, d'audit, d'évaluation, d'inspection et d'enquête pour le compte des ministres chargés de l'économie, de l'industrie et des communications

électroniques. Il est également à la disposition des ministres chargés de l'énergie, des activités minières et de la sécurité industrielle. Son texte fondateur est le décret n° 2009-64 du 16 janvier 2009.



Un large champ d'action au sein de la sphère publique

La mission première du Conseil est d'apporter aux Pouvoirs publics des éléments d'évaluation, de préfiguration ou de prospective sur les politiques publiques intéressant :

- ▶ le développement économique et l'industrie,
- ▶ les technologies de l'information, les communications électroniques, l'informatique, les techniques audiovisuelles, l'espace et le secteur postal,
- ▶ l'énergie, les ressources minières et minérales et l'utilisation du sous-sol.

La compétence du CGIET s'étend à toutes les activités se rattachant à ces domaines, en particulier en matière de recherche, d'innovation, de formation, de métrologie, de services associés, de sécurité et de risques technologiques. Une attention particulière est accordée à l'interface entre ces domaines technologiques et la société, dans une optique européenne et internationale.

Le CGIET apporte également son concours, sur leur demande, à des autorités indépendantes telles que l'ASN (sûreté nucléaire) ou l'ARCEP (communications électroniques et activités postales).

Audits, inspections et contrôles

Le CGIET assure, pour le compte de son ministre de tutelle ou de tout autre ministre faisant appel à lui, des **missions d'audit et de conseil** sur tous sujets en relation avec ses compétences, en vue d'éclairer la décision publique. Il contribue également à la **modernisation de l'État** dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) et aux audits budgétaires conformément à la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Organisme **d'inspection et de contrôle**, le CGIET réalise également des inspections de services déconcentrés et d'établissements publics pour le compte des ministères à la disposition desquels il est placé.

Gérer le corps des ingénieurs des Mines

Le vice-président du CGIET est chargé, avec l'appui du service du Conseil général, de la **gestion du corps des ingénieurs des mines**, composé d'environ 1 500 ingénieurs qui exercent des responsabilités dans l'ensemble des services de l'État, au sein d'organisations européennes et internationales, de centres de recherche et d'innovation, ainsi que d'entreprises publiques ou privées (en disponibilité).

Assurer la tutelle des écoles d'ingénieurs du ministère de l'Économie

Le vice-président assure, avec l'appui de la mission de tutelle des écoles, la **tutelle de grandes écoles d'ingénieurs et de management du ministère de l'économie** : les six Écoles des mines de Paris, Saint-Étienne, Albi-Carmaux, Alès, Douai et Nantes, ainsi que l'Institut Télécom comprenant Télécom ParisTech, Télécom Bretagne, Télécom Sud-Paris et Télécom école de management. Le CGIET assure également l'orientation de SUPELEC, en liaison avec le ministère en charge de l'enseignement supérieur. Ces établissements accueillent plus de 13 000 étudiants et délivrent environ 4 000 diplômes par an, dans des programmes de niveau master et doctorat appréciés des entreprises et ouverts à l'international.



Le CGIET en bref...

Le CGIET rassemble une cinquantaine d'**ingénieurs généraux des mines et contrôleurs généraux économiques et financiers**, membres permanents du Conseil. Des **membres associés** apportent leur concours et leur expérience à ses travaux.

Le CGIET est organisé en quatre sections thématiques :

- ▶ Technologies et société
- ▶ Innovation, compétitivité et modernisation
- ▶ Régulation et ressources
- ▶ Sécurité et risques

Il comprend également :

- ▶ un comité de l'inspection
- ▶ un secrétariat général
- ▶ un service chargé de la gestion du Corps des mines

- ▶ une mission chargée de la tutelle des écoles d'ingénieurs
- ▶ un service chargé de la publication de la revue « Annales des mines »



200 ans au service de la Nation

**Sous le haut patronage de
Monsieur Nicolas SARKOZY,
Président de la République**

L'année 2010 marque deux bicentennaires : celui de la loi du 21 avril 1810, qui a posé les fondements de l'action publique en matière d'exploitation minière, et celui du décret du 18 novembre de cette même année, qui a organisé le « Corps impérial des ingénieurs des Mines » et créé le Conseil général des mines (CGM).

Le 1^{er} février 2009, le Conseil général des mines a fusionné avec le Conseil général des technologies de l'information pour former le Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET). Et ce même jour, le corps des ingénieurs des mines et le corps des ingénieurs des télécommunications ont fusionné eux aussi, pour constituer le « nouveau » corps des Mines.

En célébrant le bicentenaire de la création du CGM dont il est pour partie issu, le CGIET souhaite raviver la mémoire de ces deux siècles d'action au service de l'État et tracer des perspectives d'avenir autour de quelques grandes problématiques relevant de son champ de compétences. C'est à cette fin que cinq colloques seront organisés tout au long de l'année 2010 :

- Deux colloques prospectifs aborderont chacun un thème d'une importance clé pour le développement futur de notre pays, dans un contexte européen et mondial. Le premier colloque, intitulé « Quelle économie numérique, quelle société numérique en 2030 ? », aura lieu le 23 juin 2010. Son organisation est supervisée par Alain Bravo, directeur général de Supélec. Le second, coordonné par Claude Mandil, ancien directeur exécutif de l'Agence Internationale de l'Énergie, se tiendra le 23 septembre 2010. Il aura pour thème : « Quels équilibres énergétiques en 2050 ? ».

- Deux colloques historiques seront consacrés respectivement à chacune des deux grandes composantes dont la fusion a donné naissance au CGIET (le Conseil général des mines et le Conseil général des technologies de l'information), ainsi qu'aux deux corps d'ingénieurs qui leur sont étroitement associés : le corps des ingénieurs des mines et le corps des ingénieurs des télécommunications. Ces deux colloques s'attacheront à mettre en lumière le rôle joué au service de la France par ces hauts fonctionnaires à formation scientifique et technique, dans le cadre de la transformation industrielle et économique que notre pays a connue tout au long des deux siècles passés.

- Enfin, un colloque de clôture se tiendra le 18 novembre 2010, jour anniversaire du décret de 1810. Présidé par le ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, qui est aussi institutionnellement le président du CGIET, ce colloque constituera le point d'orgue de cette commémoration. Plusieurs tables rondes s'attacheront à tirer les enseignements des colloques historiques et prospectifs précédents, et à dégager des orientations en vue de l'action future du CGIET.

Le Président de la République, Monsieur Nicolas SARKOZY, nous a fait l'honneur de placer sous son haut patronage l'ensemble de ces manifestations, auxquelles seront conviées les différentes catégories d'acteurs intéressés au développement économique de notre pays : responsables d'entreprises, élus, hauts fonctionnaires, enseignants et chercheurs, journalistes de la presse économique et générale.

Nous vous invitons à participer largement à ces réflexions afin d'en enrichir le contenu et d'en accroître le rayonnement.

Pascal FAURE
Vice Président
du CGIET

Jean-Jacques DUMONT
Vice Président délégué
du CGIET

LES ÉVÉNEMENTS DU BICENTENAIRE

9 avril 2010 Conférence de presse de lancement

► Conférences et colloques

23 juin 2010 Colloque prospectif : **Quelle économie numérique, quelle société numérique en 2030 ?**

23 septembre 2010 Colloque prospectif : **Quels équilibres énergétiques en 2050 ?**

7-8 octobre 2010 Colloque historique « **Mines** »

21-22 octobre 2010 Colloque historique « **Télécoms** »

18 novembre 2010 **Colloque de clôture** (programme en cours de finalisation)

► Autres événements

2 juin 2010 Séminaire de l'Association amicale des ingénieurs des mines :
« Maîtrise des risques et vie en société »

du 7 octobre au 27 novembre 2010 Expositions dans le hall Pierre-Bérégovoy du bâtiment Colbert à Bercy :
« La Sécurité dans les mines » et « Aux origines des mondes numériques :
innovation et télécommunications en France depuis les années 1970 » (en projet)

QUELLE ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, QUELLE SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE EN 2030 ?

Mercredi 23 juin 2010 -- 14h00 - 18h30

(accueil à partir de 13h30)

**Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi
Centre de conférences Pierre Mendès-France**

Débats animés par Jean-Marc SYLVESTRE

14h00 - 14h15 Ouverture par Alain BRAVO

14h15 - 15h30 Technologies : nouvelles potentialités, nouveaux risques

Nanotechnologies, nouvelles technologies radio (et problématiques radiofréquences et santé), satellites, internet des objets et des données (potentialités, en matière de sécurité, de logistique, de domotique), ...

Rapporteurs : François CHOLLEY et Laurent GOUZENES

Discutant : Bernard CHEVASSUS-AU-LOUIS

15h30 - 16h45 Nouveaux rapports sociaux

Rapport sociaux (réseaux sociaux, nouvelles addictions), protection de la vie privée (droit à l'oubli), nouvelles formes de pensée (éducation/formation), création et culture, ...

Rapporteurs : Dr Dan VELEA et Michel BERRY

Discutant : Isabelle FALQUE-PIERROTIN

16h45 - 17h15 Pause café

17h15 - 18h30 Nouveaux modèles économiques dans les réseaux et services

*Tous secteurs : open innovation, co-design, demand pull, confiance, ...
STIC : Open source, grandes infrastructures, sûreté – sécurité, neutralité du réseau, ...*

Rapporteurs : Jean-Charles HOURCADE et Jean-Michel YOLIN

Discutant : Elie COHEN

18h30 Cocktail

QUELS ÉQUILIBRES ÉNERGÉTIQUES EN 2050 ?

Jeudi 23 septembre 2010 -- 15h00 - 18h30

(accueil à partir de 14h30)

**Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi
Centre de conférences Pierre Mendès-France**

15h00 - 15h15 Ouverture par **Claude MANDIL**

15h15 - 16h15 **Exposés introductifs :**

- **Rolf LINKOHR**, physicien, ancien membre du Parlement européen, ancien Président du *Center for European Energy Strategy*
- **Marie-Pierre FAUCONNIER, directrice fédérale de l'énergie (Belgique)**, Présidente du Conseil de direction de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE)
- **Benjamin DESSUS**, ancien responsable de l'ADEME

16h15 - 16h45 Pause

16h45 - 18h15 Table ronde animée par **Claude MANDIL** avec :

- **Rolf LINKOHR, Marie-Pierre FAUCONNIER, Benjamin DESSUS** ainsi que
- **Dominique MAILLARD**, président de RTE et **Michel PETIT**, membre du GIEC

18h15 - 18h30 Conclusions par **Claude MANDIL**

18h30 Cocktail

LES INGÉNIEURS DES MINES : CULTURES, POUVOIRS, PRATIQUES

Colloque historique

Jeudi 7 octobre et vendredi 8 octobre 2010 -- 9h30 - 17h30

(accueil à partir de 9h00)

**Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi
Centre de conférences Pierre Mendès-France**

Jeudi 7 octobre

9h30 - 10h00 Ouverture par Anne-Françoise GARÇON

10h00 - 13h00 Les sciences, la diffusion du savoir sur 3 siècles

Président de séance : Pierre LAFFITTE (sous réserve)

Discutant : Claude RIVELINE

- Jean-Marc OURY : l'héritage des Lumières, démarche scientifique et diffusion des connaissances
- Isabelle LABOULAIS : les productions cartographiques des ingénieurs des Mines au cours de la première moitié du XIX^e siècle
- Michel LETTE : la rationalisation selon Henri Le Chatelier (fin du XIX^e siècle)
- Michel ARMATTE, Université de Paris-Dauphine : la pensée économique au XIX^e siècle (sous réserve)
- Jacob VOGEL, Université de Cologne : les écoles des mines en Allemagne (sous réserve)

14h30 - 17h30 Innovation et industrialisation

Président de séance : André GRELON

Discutant : Thierry GAUDIN

- Jean ROCHAT, Université de Genève : le Conseil général des mines comme acteur du droit des sociétés dans la première moitié du XIX^e siècle
- Anne-Françoise GARÇON, Université Paris 1 : y a-t-il un esprit « Mines » au XIX^e siècle ?
- Lionel LATTY : Henri Fournel et le Saint-Simonisme (sous réserve)
- Christian STOFFAES, CGIET: le corps des mines et la politique industrielle : du dirigisme à la reconstruction et aux grands projets stratégiques

Vendredi 8 octobre

9h30 - 12h30 Sécurité et environnement

Président de séance : William DAB

Discutant : Gustave DEFRANCE

- Jean-Louis ESCUDIER, Université de Montpellier : les ingénieurs des mines et la protection sociale des ouvriers des mines, XIX^e - XX^e siècles
- Isabelle LESPINET, Université Paris X : Arthur Fontaine (BIT et sécurité du travail) (sous réserve)
- Daniel BOULLET : Etat, industrie et environnement : la réglementation et l'action publique entre continuité et transformation, des années 1960 aux années 1980
- Cyril FOASSO : du service à l'autorité : les ingénieurs des mines et la sûreté nucléaire

14h30 - 17h30 Ressources énergétiques et minérales : contrôle et régulation

Président de séance : Martin CHICK

Discutant : Olivier APPERT

- Pierre CHANCEREL : un savoir technique et administratif au service de l'Etat, Paul Weiss, directeur des mines
- Armelle DEMAGNY-VAN EYSEREN : le pétrole (sous réserve)
- Alain BELTRAN : les ingénieurs des mines et le nucléaire (sous réserve)
- Stéphanie SAMSON : les matières premières (sous réserve)
- Alan BRYDEN, CGIET : les métriques du développement industriel : métrologie et normalisation

LES INGÉNIEURS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Colloque historique

Judi 21 octobre et vendredi 22 octobre 2010 -- 9h30 - 17h30

(accueil à partir de 9h00)

**Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi
Centre de conférences Pierre Mendès-France**

Judi 21 octobre

9h30 - 12h30 Emergence d'une culture : de Chappe à 1939

Président de séance : Andrea GIUNTINI, Université de Modène

Discutant : Yves POILANE, Télécom ParisTech

- Jacques-Olivier BOUDON, Université Paris-Sorbonne : le télégraphe de Chappe sous la Révolution et l'Empire
- Michel ATTEN, docteur en histoire : les écoles
- Andrew BUTRICA, service historique de la NASA : recrutement et démographie du corps
- Daniel HEADRICK, Université de Chicago : télécommunications intercontinentales : les premiers câbles sous-marins, la radio
- Vincent GUIGUENO, Ecole nationale des ponts-et-chaussées : le corps pendant la guerre et la résistance

14h30 - 17h30 Affirmation d'une identité : de la création du CNET et de la DGT aux années 1970

Président de séance : Régis GUILLAUME, Université de Toulouse

Discutant : Gabrielle GAUTHEY, Alliance TICS

- Patrice CARRE, Orange : création de la DGT et du CNET
- Philippe PICARD, AHTI : l'Amicale des ingénieurs des Télécoms
- Charles ROZMARYN, Grand témoin, et Yves BOUVIER, Université de Savoie : la commutation temporelle
- Michel GUILLOU, Enssat Rennes : télécoms spatiales
- Hervé NORA, Grand témoin : télécoms et aménagement du territoire

Vendredi 22 octobre

9h30 - 12h30 La mise en place d'un leadership

Président de séance : Cécile MEADEL, Mines ParisTech (CSI) (sous réserve)

Discutant : Jean-Claude TOLEDANO, Grand témoin

- Pascal GRISET, Université Paris-Sorbonne : le rattrapage du téléphone et la politique industrielle
- Benjamin THIERRY, Université Paris-Sorbonne : la télématique
- Philippe DUPUIS, Grand témoin : le GSM
- Léonard LABORIE, historien : les technologies optiques
- Michel FENEYROL, Grand témoin : les étapes de la déréglementation, création de l'ARCEP et de France Télécom

14h30 - 17h30 Mutations et remise en cause

Président de séance : Maria-Paula DIOGO, Université de Lisbonne

Discutant : Alain Bravo, Supélec

- Valérie SCHAFER, IUFM de Paris-Université Paris-Sorbonne, et Paul CERRUZZI, Air & Space museum : Internet et l'arrivée d'une nouvelle culture
- Pierre MUSSO, Université de Rennes Haute Bretagne : le choc entre les acteurs Internet et les opérateurs de Télécoms
- Patrice FLICHY, Université de Marne-la-Vallée (sous réserve) : le développement et la convergence des usages
- Godefroy BEAUVALLET, Institut Télécom : le nouveau paysage des télécoms

COLLOQUE DE CLÔTURE

(programme en cours de finalisation)

Jeudi 18 novembre 2010 -- 9h00 - 18h00

(accueil à partir de 8h30)

**Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi
Centre de conférences Pierre Mendès-France**

Débats animés par Jean-Marc SYLVESTRE

9h00 - 9h30 Ouverture par Pascal FAURE, Vice-président du conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies

9h30 - 10h45 **Table ronde de synthèse des colloques historiques**

10h45 - 11h00 **Pause café**

11h00 - 12h30 **Première table ronde de synthèse des colloques prospectifs :
appropriation et maîtrise des technologies**

12h30 - 13h00 **Conclusions de la matinée**

13h00 - 14h30 **Buffet déjeunatoire**

14h30 - 16h00 **Deuxième table ronde de synthèse des colloques prospectifs :
quelle politique industrielle pour la France dans l'Europe ?**

16h00 - 16h30 **Conclusion de la journée par le Ministre de l'Économie, de l'Industrie
et de l'Emploi,**
Président du conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies

16h30 **Cocktail**

Le calcaire qu'on vient d'examiner éprouve un grand changement entre Sospelle et la Scarenène ; il perd cette dureté, cet aspect luisant, cette abondance de parties spathiques qui le caractérisaient, il devient plus tendre ; on y voit des alternatives de couches qu'on peut encore regarder comme calcaires, avec d'autres qu'on doit considérer comme de la marne ou argile calcarifère.

Ce terrain est si altérable, se décompose si facilement, que tout le sol est formé de ses débris qui se présentent sous la forme d'une terre plus ou moins *grumeleuse* et stérile, ce qui fait changer l'aspect du pays comme on l'a vu ci-dessus.

La couleur bleuâtre diminue successivement, et on est conduit insensiblement au blanchâtre, quelque tems après la pierre redevient dure, compacte, et l'on se trouve au milieu d'un terrain qui m'a paru tout-à-fait semblable à celui du Jura, sur lequel il est d'autant plus inutile que j'entre dans de nouveaux détails, que ce terrain s'étendant jusqu'au-delà de Nice, est connu par les voyages de Saussure (1), et par l'intéressant Mémoire de M. Cuvier sur les brèches osseuses (2).

la mer, comme à Sospelle, il occupe toute la masse de la montagne.

M. Ménard pense que ce vaste manteau appartient à une même formation, et ne partage pas mon opinion sur la distinction que j'ai cru pouvoir établir entre le calcaire de Nice et celui de Sospelle.

(1) §. 1380 et suivans.

(2) *Annales du Muséum d'Hist. nat.*, t. XIII, p. 184.

E X T R A I T

DES MINUTES DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

D É C R E T

*CONTENANT Organisation du Corps impérial
des Ingénieurs des Mines.*

Au Palais des Tuileries, le 18 novembre 1810.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI
D'ITALIE, PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION
DU RHIN, MÉDIATEUR DE LA CONFÉDÉRATION
SUISSE ;

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur ;
Notre Conseil d'Etat entendu,
NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

TITRE 1^{er}.

Composition du Corps impérial des Ingénieurs des Mines.

ART. 1^{er}. Le corps impérial des ingénieurs des mines sera divisé en grades de la manière suivante :

Inspecteurs généraux,
Inspecteurs divisionnaires,
Ingénieurs en chef,
Ingénieurs ordinaires,
Aspirans,
Elèves.

2. Il y aura dès-à-présent,

- 3 Inspecteurs généraux,
- 5 Inspecteurs divisionnaires,
- 15 Ingénieurs en chef,
- 30 Ingénieurs ordinaires,
- 10 Aspirans,
- 25 Elèves.

3. Le nombre des ingénieurs en chef et ordinaires pourra être augmenté successivement et dans la proportion des besoins du service, sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur.

4. Les ingénieurs en chef, les ingénieurs ordinaires et les élèves, seront divisés en deux classes.

Deux cinquièmes appartiendront à la première classe, et trois cinquièmes à la seconde.

5. Lorsque le besoin du service exigera que des ingénieurs en chef de première classe, pour des cas spéciaux, aient sous leurs ordres un ou plusieurs ingénieurs en chef, ils prendront, pendant la durée de ces fonctions, le titre d'*ingénieurs en chef directeurs*.

6. A la première organisation et pour cette fois seulement, notre Ministre de l'Intérieur pourra admettre quatre élèves, pris dans les départemens réunis, sans qu'ils soient tenus de justifier de leurs cours d'études à l'Ecole Polytechnique.

Toutefois ils subiront un examen devant les inspecteurs généraux des mines, et devront en obtenir un certificat de capacité.

7. Les deux inspecteurs particuliers des carrières sous Paris, et l'ingénieur géomètre en chef employé aux travaux de ces carrières, se-

ront considérés comme faisant partie du corps impérial des mines.

Les grades leur seront assignés par notre Ministre de l'Intérieur.

Ils continueront d'être payés par la ville de Paris.

8. A l'avenir, le remplacement de ces ingénieurs, ainsi que celui de l'inspecteur général des carrières, actuellement ingénieur en chef des mines, s'opérera par des individus du corps impérial des mines.

TITRE II.

Des Ingénieurs.

§. I^{er}.

Du Service et de la Résidence des Ingénieurs.

9. Le territoire de l'Empire français formera douze divisions sous le rapport du service des mines, minières et carrières, conformément au tableau annexé au présent décret.

10. Les ingénieurs en chef de première et de deuxième classes, et les ingénieurs ordinaires de première et deuxième classes, seront répartis dans les départemens d'après des états de distribution et de classification, qui nous seront présentés par notre Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du directeur général.

11. Les trois inspecteurs généraux sont résidans à Paris; ils pourront néanmoins être chargés d'inspections extraordinaires sur les points qui leur seront désignés par notre Ministre de l'Intérieur, d'après l'avis du directeur général.

12. Les inspecteurs divisionnaires seront employés aux tournées ou missions proposées par le directeur général et approuvées par notre Ministre de l'Intérieur : les époques auxquelles ils devront venir à Paris, pour en rendre compte, seront déterminées.

13. Les ingénieurs en chef et ordinaires des deux classes résideront dans les lieux qui seront ultérieurement déterminés par notre Ministre de l'Intérieur.

14. Les élèves résident dans les écoles d'application, sauf les missions relatives à leur instruction et le service extraordinaire auquel ils pourraient être momentanément appelés.

§. II.

Fonctions des Ingénieurs en chef.

15. Les ingénieurs en chef des mines sont sous les ordres du directeur général pour l'exécution des lois et réglemens sur le fait des mines, minières, carrières, et des usines désignées dans l'article 73 de la loi du 21 avril 1810 (1), et pour l'exécution de toutes les mesures prescrites par notre Ministre de l'Intérieur.

(1) Nous rapportons ici cet article, et nous en userons ainsi à l'égard de tous les autres qui seront cités, afin qu'on ne soit pas obligé de recourir aux lois et décrets où se trouvent ces mêmes articles. (*Note des Rédacteurs.*)

Article 73 de la nouvelle loi sur les mines. Les fourneaux à fondre les minerais de fer et autres substances métalliques, les forges et martinets pour ouvrir le fer et le cuivre, les usines servant de patouillets et bocards, celles pour le traitement des substances salines et pyriteuses, dans lesquelles on consomme des combustibles, ne pourront être établis que sur une permission accordée par un réglement d'administration publique.

16.

16. Ils rendent compte aux préfets des travaux relatifs aux exploitations, reçoivent et exécutent leurs ordres dans tous les cas où la loi exige l'intervention de l'autorité administrative. Ils leur donnent les renseignemens que ces fonctionnaires leur demandent, et tous ceux qu'il serait utile de leur faire connaître pour l'avancement des arts, le succès de l'industrie et du commerce.

17. Ils correspondent avec le directeur général, avec les autorités constituées de leur arrondissement et avec les ingénieurs ordinaires.

18. Ils dénoncent au directeur général, aux préfets, aux procureurs généraux et impériaux, les infractions aux lois, les exploitations ou entreprises illicites, et les travaux qui compromettraient la sûreté publique, ou les exploitations qui, par la diminution successive des produits, ou par la cessation absolue des travaux, donneraient des craintes pour les besoins de la consommation.

19. Ils sont tenus de faire des tournées aux époques et de la manière qui seront réglées par le directeur général, pour inspecter les travaux et surveiller les objets qui peuvent intéresser le service.

20. Ils se feront rendre compte des résultats de la surveillance exercée par les ingénieurs ordinaires sur toutes les exploitations de leur arrondissement.

21. Ils pourront consulter les plans de toutes les concessions anciennes de mines qui doivent être déposés dans les préfectures; ils en prendront des copies qui resteront dans leurs bureaux, ainsi que des minutes de tous les plans

Volume 28.

et cartes relatifs aux concessions nouvelles qui auront été demandées ou obtenues.

22. Ils veilleront à ce que les concessionnaires remplissent les conditions que la loi leur impose.

23. Ils donnent leur avis motivé à la suite de l'avis ou des rapports des ingénieurs ordinaires, sur les demandes en concession, permission, renouvellement de concessions ou permissions, sur les questions d'arts et de sciences, et sur tous les objets contentieux pour lesquels ils seront consultés par les autorités compétentes.

24. Ils proposeront aux préfets et ils adresseront au directeur général les projets d'affiches et les conditions du cahier des charges, pour toutes les concessions de mines, et pour celles des usines désignées par l'article 73 de la loi du 21 avril 1810 (1).

25. Ils surveilleront, vis-à-vis des ingénieurs ordinaires, l'exécution des mesures qui seront prises en vertu des ordres de nos Ministres de l'Intérieur et des Finances, pour la rentrée des sommes provenant soit des redevances fixes et proportionnelles, soit des abonnemens qui auront lieu aux termes de la loi du 21 avril 1810 (2).

(1) Voyez cet article, page 388.

(2) Extrait de la nouvelle loi sur les mines. Section II. Des obligations des Propriétaires de mines. Art. 32. L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce, et n'est pas sujette à patente.

33. Les propriétaires de mines sont tenus de payer à l'Etat une redevance fixe, et une redevance proportionnée au produit de l'extraction.

34. La redevance fixe sera annuelle, et réglée d'après l'é-

26. Les ingénieurs en chef, à défaut d'ingénieurs ordinaires, devront en remplir les fonctions.

§. III.

Fonctions des Ingénieurs ordinaires.

27. Les ingénieurs ordinaires sont sous les ordres des ingénieurs en chef.

Ils reçoivent immédiatement les ordres des préfets, lorsqu'il n'y a point d'ingénieur en chef employé dans leur arrondissement, ou dans les cas d'urgence.

tendue de celle-ci : elle sera de 10 fr. par kilomètre carré.

La redevance proportionnelle sera une contribution annuelle, à laquelle les mines seront assujetties sur leurs produits.

35. La redevance proportionnelle sera réglée chaque année, par le budget de l'Etat, comme les autres contributions publiques : toutefois elle ne pourra jamais s'élever au-dessus de cinq pour cent du produit net. Il pourra être fait un abonnement pour ceux des propriétaires des mines qui les demanderont.

36. Il sera imposé en sus un décime pour franc, lequel formera un fonds de non-valeur, à la disposition du Ministre de l'Intérieur, pour dégrèvement en faveur des propriétaires des mines qui éprouveront des pertes ou accidens.

37. La redevance proportionnelle sera imposée et perçue comme la contribution foncière.

Les réclamations à fin de dégrèvement ou de rappel à l'égalité proportionnelle, seront jugées par les conseils de préfecture. Le dégrèvement sera de droit, quand l'exploitant justifiera que sa redevance excède cinq pour cent du produit net de son exploitation.

38. Le Gouvernement accordera, s'il y a lieu, pour les exploitations qu'il en jugera susceptibles, et par un article de l'acte de concession ou par un décret spécial délibéré en Conseil d'Etat pour les mines déjà concédées, la remise en

28. Ils ne pourront jamais s'éloigner, sans autorisation, de l'arrondissement de leurs exploitations; ils visiteront au moins une fois par an chacune des exploitations qui y existent; ils examineront soigneusement les travaux souterrains, et observeront principalement tout ce qui pourrait compromettre l'existence de ceux déjà faits, et rendre les travaux ultérieurs impossibles ou plus difficiles.

29. Dès qu'une infraction aux lois sera parvenue à leur connaissance, ils se rendront sur les lieux, et dresseront un procès-verbal, qu'ils transmettront aux autorités compétentes et à l'ingénieur en chef.

tout ou partie du paiement de la redevance proportionnelle, pour le tems qui sera jugé convenable; et ce, comme encouragement, en raison de la difficulté des travaux: semblable remise pourra aussi être accordée comme dédommagement, en cas d'accident de force majeure qui surviendrait pendant l'exploitation.

39. Le produit de la redevance fixe et de la redevance proportionnelle formera un fonds spécial, dont il sera tenu un compte particulier au trésor public, et qui sera appliqué aux dépenses de l'administration des mines, et à celles des recherches, ouvertures et mises en activité des mines nouvelles ou rétablissement des mines anciennes.

40. Les anciennes redevances dues à l'Etat, soit en vertu de lois, ordonnances ou réglemens, soit d'après les conditions énoncées en l'acte de concession, soit d'après des baux et adjudications au profit de la régie du domaine, cesseront d'avoir cours à compter du jour où les redevances nouvelles seront établies.

41. Ne sont point comprises dans l'abrogation des anciennes redevances, celles dues à titre de rentes, droits et prestations quelconques, pour cession de fonds ou autres causes semblables, sans déroger toutefois à l'application des lois qui ont supprimé les droits féodaux.

30. Si une exploitation est conduite de manière à compromettre la sûreté publique, la conservation des travaux intérieurs, la sûreté des ouvriers ou celle des habitations à la surface, ils en feront rapport au préfet, et proposeront les moyens de prévenir les accidens qui pourraient en résulter, ou d'y remédier; ils donneront avis de ces procès-verbaux et rapports à l'ingénieur en chef.

31. Lorsqu'une exploitation sera restreinte ou suspendue, de manière à ne pouvoir plus satisfaire aux besoins des consommateurs, ils feront leur rapport à ce sujet, pour qu'il soit pris des mesures par l'autorité administrative ou par l'autorité judiciaire, suivant l'exigence des cas.

32. Ils prévientront les propriétaires, des vices ou défauts qu'ils auront remarqués dans leurs mines, usines ou machines; ils pourront leur proposer des vues d'amélioration, et aider les directeurs d'établissements, de leurs lumières et de leur expérience.

33. Lorsqu'il y aura une demande en permission de recherche, concession ou permission d'usine, ils feront les reconnaissances et les opérations nécessaires soit à la fixation des limites, soit pour se mettre à même de fournir tous les renseignemens nécessaires pour indiquer le mode général d'exploitation, et pour régler les conditions qui seront exigées par l'acte de concession. Ils soumettront leur rapport à l'ingénieur en chef, qui le transmettra au préfet.

34. Après s'être assurés par eux-mêmes de l'exactitude des plans qui leur seront soumis

par les demandeurs en concessions ou les exploitans de mines, ils y apposeront leur *visa*.

35. Ils donneront aux préfets les avis qui leur seront demandés sur les questions de dégrèvement.

36. Ils recevront des exploitans et des maîtres d'usines, par l'intermédiaire des préfets, l'état des produits bruts de leur exploitation aux époques déterminées par le directeur général, celui de la quantité des ouvriers, de celle des matériaux employés et des matériaux ouvrés; ils recevront également le plan des travaux souterrains faits dans l'année précédente; ils visiteront toutes ces pièces, et y ajouteront leurs observations, pour le tout être vérifié par l'ingénieur en chef, lors de sa tournée.

37. Dans les cas où une exploitation serait délaissée, et où il n'y aurait eu aucun acte judiciaire conservatoire, ils surveilleront, sous les ordres des préfets, la conservation des machines et instrumens, celle des constructions et travaux souterrains et bâtimens servant à l'exploitation de la mine. Nos cours et tribunaux pourront leur confier les mêmes fonctions, quand il y aura pourvoi devant eux.

Les frais nécessaires par suite de ces actes conservatoires seront à la charge des concessionnaires, et ne pourront être payés que sur les valeurs existant dans la mine, soit en minerai extrait, soit en machines et ustensiles servant à l'exploitation.

38. Ils dirigent, sous les ordres de l'ingénieur en chef, les travaux de recherches, ainsi que ceux des mines exploitées au compte du Gouvernement.

39. Ils dirigent et surveillent tous les travaux concernant l'extraction des tourbes et l'assainissement des terrains. Leurs projets doivent être approuvés par l'ingénieur en chef.

40. Ils visitent les carrières, et donnent des instructions pour la conduite des travaux, sous le rapport de la sûreté et de la salubrité.

41. Toutes les fois qu'ils en seront requis par les autorités compétentes, ils donneront leur avis sur les indemnités ou cautionnemens réclamés par les propriétaires des terrains sous lesquels sont les exploitations; sur le dégrèvement ou la remise des impositions dues par les exploitans; sur les contestations élevées entre deux concessionnaires voisins; sur la propriété du minerai, et les indemnités pour préjudice provenant de l'exploitation.

42. Ils pourront se charger des expertises en fait de mines, et concernant les usines désignées dans l'article 73 de la loi du 21 avril 1810 (1), lorsque ces expertises auront été ordonnées par les tribunaux, ou demandées par les parties contendantes.

43. Ils pourront en outre, avec l'autorisation du directeur général, et sur la demande des concessionnaires, lever des plans de mines, et suivre des travaux d'exploitation ou des constructions d'usines; mais ils ne pourront ni verbaliser, ni faire de rapport, ni s'immiscer d'une manière quelconque dans les affaires judiciaires ou administratives auxquelles lesdites exploitations donneraient lieu.

44. Les indemnités qui leur seront allouées

(1) Voyez cet article, page 388.

pour ce travail particulier, seront payées de gré à gré par les concessionnaires ou exploitans, ou après avoir été taxés d'office par les préfets ou tribunaux.

TITRE III.

Conseil général des mines, minières et carrières.

45. Le conseil général des mines est composé des inspecteurs généraux résidant à Paris, et des inspecteurs divisionnaires qui seront appelés par le directeur général.

Les auditeurs y prendront séance immédiatement après le directeur général : ils y auront voix délibérative seulement dans les affaires où ils auront été rapporteurs, et voix consultative dans les autres cas.

Le directeur général pourra y appeler les ingénieurs de tout grade qui se trouveront à Paris ; mais ils n'y auront que voix consultative.

Un secrétaire de ce conseil sera nommé par notre Ministre de l'Intérieur, sur la présentation du directeur général ; il sera pris parmi les ingénieurs.

Le conseil général est présidé par le directeur général.

Il y aura un vice-président, nommé pour une année par notre Ministre de l'Intérieur, sur la présentation du directeur général ; il sera pris parmi les inspecteurs généraux ; il pourra être continué.

46. Le conseil général donnera son avis,

Sur les demandes en concession ;

Sur les travaux d'art auxquels il conviendra d'assujettir le concessionnaire, comme condition de la concession ;

Sur les reprises de travaux ;

Sur l'utilité ou les inconvéniens des partages des concessions ;

Sur le perfectionnement des procédés de l'art ;

Et sur tous les autres objets pour lesquels il sera jugé utile au service de connaître l'opinion du conseil.

Le conseil général sera nécessairement consulté sur les questions contentieuses qui devront être décidées par notre Ministre de l'Intérieur, ou portées au Conseil d'état : dans ce dernier cas, son avis, signé de la majorité des membres, sera joint au rapport qui nous sera soumis sur ces questions.

47. Le conseil général s'assemblera une fois par semaine, et pourra en outre être assemblé extraordinairement sur la convocation du directeur général, qui le mettra en comité lorsqu'il le jugera convenable.

48. Le secrétaire du conseil général inscrira les délibérations sur deux registres ; l'un pour le conseil, l'autre pour le comité. Le procès-verbal des séances sera signé à la séance suivante, et présenté au directeur général, pour être par lui visé, lors même qu'il n'aurait pas présidé.

TITRE IV.

Nomination et Avancement.

49. Les élèves des mines sont pris parmi ceux de l'école Polytechnique qui auront complété leurs études, et rempli les conditions exigées ; le directeur général en proposera, et notre Mi-

nistre de l'Intérieur en déterminera le nombre chaque année.

50. Les places d'aspirans du corps des ingénieurs des mines seront données aux élèves de première classe, suivant le rang qu'ils auront aux écoles, en raison de leurs progrès et de leur application.

51. Lorsqu'il y aura lieu à une ou plusieurs nominations, le premier ou les premiers de la première classe seront choisis, sur la proposition du directeur général, par notre Ministre de l'Intérieur.

52. Les ingénieurs ordinaires sont pris parmi les aspirans : ils sont nommés par nous, sur le rapport du Ministre et l'avis du directeur général.

53. Les ingénieurs en chef sont pris parmi les ingénieurs ordinaires de première classe, sans exclusion de la seconde : ils sont nommés par nous, sur le rapport du Ministre et l'avis du directeur général.

54. La promotion d'une classe à l'autre, relativement aux ingénieurs en chef et ordinaires, est faite par notre Ministre de l'Intérieur, sur le rapport du directeur général.

55. Les inspecteurs divisionnaires seront pris parmi les ingénieurs en chef des deux classes, et nommés par nous, sur le rapport du Ministre, d'après l'avis du directeur général.

56. Les inspecteurs généraux seront pris parmi les inspecteurs divisionnaires et les ingénieurs en chef de la première classe : ils seront nommés par nous, sur le rapport du Ministre et sur l'indication du directeur général.

TITRE V.

Traitmens, Frais de fournitures et de loyers de bureau, Frais de tournée.

57. Les appointemens des différens grades et classes des ingénieurs sont fixés de la manière suivante :

Elève de deuxième classe.	800 f.
Elève de première.	900
Aspirant.	1,500
Ingénieurs ordinaires. { de deuxième classe.	2,500
{ de première.	3,000
Ingénieurs en chef. { de deuxième.	4,500
{ de première.	5,000
Ingénieur en chef directeur d'une école.	6,000
Ingénieur en chef ayant d'autres ingénieurs du même grade sous ses ordres.	
Inspecteur divisionnaire.	8,000
Inspecteur général.	12,000

58. Les inspecteurs généraux en tournée recevront quinze francs par jour d'indemnité, et dix francs par poste.

59. Les inspecteurs divisionnaires et les ingénieurs en chef faisant les fonctions de directeur, recevront, pour frais de tournée, douze francs par jour et huit francs par poste.

Les ingénieurs en chef en mission extraordinaire hors de leur arrondissement, recevront douze francs par jour d'indemnité et six francs par poste.

Les ingénieurs, pour indemnité de leurs frais de tournée dans les départemens auxquels ils sont attachés, recevront annuellement une somme qui sera déterminée par le Ministre, sur le rapport du directeur général, à la fin de

chaque exercice, en raison des tournées effectives dont les ingénieurs auront justifié.

Le Ministre réglera provisoirement la quotité des à-comptes que ces ingénieurs devront recevoir sur cette indemnité.

60. Les frais de bureau des inspecteurs généraux sont fixés à quinze cents francs.

61. Les frais de fournitures et de loyers de bureau des ingénieurs en chef et ordinaires des deux classes seront réglés par notre Ministre de l'Intérieur, sur le rapport du directeur général : ils ne pourront, pour aucun grade, excéder mille francs, ni être au-dessous de quatre cents francs.

62. Les aspirans recevront annuellement une somme de trois cents francs, et les élèves de service cent francs, pour leur campagne.

63. Notre Ministre de l'Intérieur, sur le rapport du directeur général, statuera sur les indemnités que les circonstances exigeraient, et qui ne sont point déterminées par les articles ci-dessus.

64. Il ne sera alloué aucuns frais aux ingénieurs de tout grade qui seront déplacés pour leur avancement.

65. Il sera fait un fonds annuel par le budget des mines, destiné à subvenir aux frais de voyage d'un ou de plusieurs auditeurs, ingénieurs, aspirans ou élèves.

Ces voyages auront lieu, soit en France, soit dans les pays étrangers.

La nomination pour faire des voyages sera accordée aux ingénieurs comme une distinction et une récompense d'études et de travaux antérieurs.

Le Ministre, sur la proposition du directeur général, déterminera l'objet et la durée de ces voyages, et en réglera les frais.

TITRE VI.

Police et Uniforme du Corps.

§. 1^{er}.

Police.

66. Les ingénieurs des différens grades et des différentes classes observeront la subordination envers le grade et la classe supérieurs : dans le cas où des ingénieurs de même grade seront en concurrence de fonctions, le plus ancien commandera.

67. Les fautes simples contre la subordination ou l'exactitude du service seront réprimées par les arrêts, suivant l'ordre ci-après :

L'élève ou aspirant, en mission, pourra être mis aux arrêts pour dix jours au plus, par l'ingénieur ordinaire, à la charge d'en rendre compte à l'ingénieur en chef.

Les élèves, les aspirans et les ingénieurs ordinaires, pourront être mis aux arrêts pour vingt jours au plus, par l'ingénieur en chef, à la charge d'en avertir les préfets, et d'en rendre compte au directeur général, qui pourra lever, confirmer ou prolonger les arrêts.

Les ingénieurs en chef pourront être mis aux arrêts pour quinze jours au plus, par les inspecteurs divisionnaires et par les ingénieurs en chef directeurs, et pour un mois par les inspecteurs généraux en tournée, et par le directeur général. Les inspecteurs généraux informeront

les préfets, et rendront compte au directeur général.

Les inspecteurs généraux et les inspecteurs divisionnaires pourront, sur le rapport du directeur général, être mis aux arrêts par notre Ministre de l'Intérieur, pour un terme de dix jours au plus.

68. Les fautes plus graves contre la subordination et l'ordre du service seront réprimées par une suspension de fonctions, et une privation de traitement qui ne pourra excéder six mois : ces peines seront prononcées par le Ministre.

69. Les fautes très-graves qui auraient compromis ou le service, ou les fonds du trésor public, ou l'honneur du corps; les fautes réciproques contre la subordination et l'exactitude, seront punies de la destitution, sur le rapport qui nous en sera fait par notre Ministre de l'Intérieur, d'après l'avis motivé du directeur général.

70. Hors les cas de tournées autorisées, les inspecteurs généraux ne pourront s'absenter de Paris, sans une permission délivrée par le directeur général.

Les ingénieurs en chef ne pourront quitter la circonscription de leur service sans une pareille autorisation.

Les ingénieurs ordinaires ne pourront quitter le département ou le service auquel ils seront attachés, sans une permission de l'ingénieur en chef; et les aspirans ou élèves, sans une permission de l'ingénieur ordinaire. Les ingénieurs ordinaires préviendront les ingénieurs en chef, et ceux-ci préviendront le directeur

général, des permissions qu'ils auront accordées.

71. Les ingénieurs qui ne se rendront pas à leur poste aux époques assignées, seront privés de leurs appointemens pour tout le temps de leur absence.

Si le retard excède un mois, il y aura lieu à une suspension de traitement pendant quatre mois.

Si le retard excède trois mois, il y aura lieu à prononcer la destitution.

§. II.

Uniforme du Corps.

72. L'uniforme des ingénieurs des mines de tout grade sera le même que celui des ingénieurs de tout grade des ponts et chaussées, déterminé par notre décret du 7 fructidor an 12 (1), sauf les expressions ci-après :

Le collet et les paremens de l'habit seront en velours bleu impérial.

Les boutons auront pour légende, *Corps impérial des mines*; au centre, un aigle.

Il leur est interdit de rien changer à l'uniforme prescrit pour chaque grade.

(1) Extrait du décret impérial contenant organisation du corps des ingénieurs des ponts-et-chaussées. (*Du 7 fructidor an 12.*)

Art. 22. L'uniforme des ingénieurs des ponts-et-chaussées sera, habit français, de drap bleu national, doublé de même, boutonné sur la poitrine, et dégagé sur les cuisses;

Un seul rang de boutons sur le côté droit de l'habit; po-

TITRE VII.

Comptabilité.

73. Les dépenses du personnel et du matériel du service des mines seront acquittées sur les fonds spéciaux des mines.

ches en travers et à trois pointes avec trois boutons, un bouton à la naissance des plis, et deux dans la longueur.

Collet renversé, de drap cramoisi, monté sur un collet droit, de huit centimètres de hauteur;

La manche de l'habit coupée au-dessous, avec parement de drap cramoisi, garni de trois petits boutons;

Veste chamois, boutonnée par douze petits boutons; turlotte bleue;

Boutons surdorés avec un fond uni; autour du bouton, les mots, *Ingénieurs des ponts-et-chaussées*.

Chapeau uni à la française, avec gause en or pareille à la baguette à fleurons dont le dessin est ci-joint n^o. 2; la gause arrêtée par un petit bouton; la cocarde, et une armé.

25. Les grades seront distingués par une broderie en or, formée d'une branche d'olivier, enroulée d'un ruban et portée par une simple baguette, ayant ensemble une largeur de trente-cinq millimètres, suivant le modèle ci-joint sous le n^o. premier.

Directeur général. Il aura la broderie sur le collet, les paremens, les poches, autour de l'habit et des boutonnières.

Inspecteurs généraux. Ils auront la broderie sur le collet, les paremens, les poches et autour de l'habit.

Pour le petit uniforme, ils auront la broderie sur le collet et les paremens seulement, avec la baguette à fleurons n^o. 2, de 15 millimètres de largeur, au bas de cette broderie.

Inspecteurs divisionnaires. Il auront la broderie sur le collet, les paremens et les poches, et la baguette n^o. 2 autour de l'habit.

Pour le petit uniforme, ils auront la broderie sur le collet seulement, avec la baguette à fleurons n^o. 2.

Ingénieurs en chef. Ils auront la broderie sur le collet, les poches et les paremens.

74.

74. Le budget de ce service sera réglé d'avance, pour chaque exercice, sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur et l'avis du directeur général: des crédits seront ouverts, comme pour les autres parties de l'administration publique.

75. Tous les ans, dans le courant de la première quinzaine de février au plus tard, il sera rendu, par les ingénieurs des mines qui seraient chargés de surveiller des établissemens au compte du Gouvernement, un compte en deniers sous la forme d'état de situation, dont le modèle leur sera transmis.

76. Lorsque les ingénieurs dirigeront par eux-mêmes une mine en exploitation pour le compte du Gouvernement, ils deviendront personnellement comptables: ils rédigeront en cette qualité et signeront eux-mêmes les états de situation qu'ils devront envoyer au directeur général, à l'époque indiquée dans l'article précédent, et dans la forme qui leur sera prescrite.

77. Les comptes des établissemens qui forment les écoles d'application, seront préparés par l'ingénieur en chef directeur, dans le sein du comité de l'École, qui les visera.

78. Les comptes ou états de situation seront

Ingénieurs ordinaires. Ils auront la broderie sur le collet et les paremens.

Les deux classes d'ingénieurs en chef et ordinaires seront indiquées dans le milieu du bouton.

Aspirans. Ils auront la broderie sur le collet seulement.

Elèves des ponts et chaussées. Ils auront la bagette n^o. 2 sur le collet.

Il est rigoureusement prescrit aux ingénieurs de porter l'uniforme sur les travaux.

Volume 28.

P

soumis à l'examen du directeur général, au 1^{er}. mars de chaque année, et définitivement arrêtés par le Ministre.

TITRE VIII.

Bureaux de la Direction générale des mines.

79. Les bureaux de la direction générale des mines formeront, dans le même sens que ceux des ponts-et-chaussées, une division de ceux de l'intérieur; les employés continueront de concourir avec les employés du ministère, par la retenue qui sera exercée sur leur traitement, à la formation d'une masse commune destinée au paiement des retraites, pensions et secours.

Toutes les dispositions du décret du 4 juillet 1806 (1) sont applicables aux employés des bureaux de la direction des mines.

(1) Décret du 4 juillet 1806. Titre I^{er}. *Dispositions générales.* Art. 1^{er}. A compter du premier juillet 1806, il sera fait, chaque mois, sur tous les traitemens des employés du ministère de l'intérieur, une retenue de deux centimes et demi par franc, pour former un fonds de pensions de retraite et de secours en faveur de ceux qui en seront susceptibles, ou de leurs veuves et orphelins.

2. Le montant net des traitemens pendant les vacances d'emploi qui n'excéderont pas un mois, sera ajouté aux fonds des retraites.

3. Le Ministre de l'Intérieur est autorisé à prélever, à dater de la même époque premier juillet 1806, sur les fonds affectés dans son budget aux frais de bureau, impressions, etc. de son ministère, une somme de six mille francs chaque année, pendant dix ans seulement, pour former le premier fonds des retraites et pensions, et représenter les services passés sur lesquels il n'y a point eu de retenue.

80. A compter de l'exécution du présent décret, il sera prélevé pendant dix ans, sur les fonds des redevances imposées sur les mines et

Titre II. *Des Conditions pour pouvoir obtenir une Pension.* Art. 4. Les demandes à fin de pension seront adressées, avec les pièces justificatives, au Ministre de l'Intérieur.

5. Il sera tenu un registre de ces demandes, où elles seront portées par ordre de dates et de numéros.

6. Le Ministre fera examiner ces demandes et vérifier les titres à l'appui, et chaque année, sur son rapport, les pensions seront fixées par nous en Conseil d'Etat.

7. Il ne sera accordé de pensions que jusqu'à concurrence des fonds libres sur le montant des retenues et sur ceux ajoutés par l'article 3 du présent décret.

8. Les employés du ministère de l'intérieur pourront obtenir une pension de retraite après trente ans de service effectif, pour lesquels on comptera tous le tems d'activité dans d'autres administrations publiques qui ressortissaient au Gouvernement, quoique étrangères à celle dans laquelle les employés se trouvent placés, et sous la condition qu'ils auront au moins dix ans de service dans le ministère de l'intérieur où dans les comités du Gouvernement, et les commissions exécutives qui représentaient ce ministère.

La pension pourra cependant être accordée avant trente ans de service, à ceux que des accidens ou des infirmités rendraient incapables de continuer les fonctions de leur place, ou qui se trouveraient réformés après dix ans de service et au-dessus, par le fait de la suppression de leur emploi.

9. Pour déterminer la fixation de la pension, il sera fait une année moyenne du traitement fixe dont les réclamans auront joui pendant les trois dernières années de leur service.

Les gratifications qui leur auraient été accordées pendant ces trois ans, ne feront point partie de ce calcul.

10. La pension accordée après trente ans de service ne pourra excéder la moitié de la somme réglée par l'article précédent.

Elle s'accroîtra du vingtième de cette moitié pour chaque année de service au-dessus de trente ans.

Le maximum de la retraite ne pourra excéder les deux

usines, une somme de dix mille francs, pour le premier fonds des retraites et pensions à accorder à ceux des employés du ministère âgés

tiers du traitement annuel de l'employé réclamant, calculé comme il est dit article 9.

11. La pension accordée avant trente ans de service, dans le cas prévu par le second paragraphe de l'article 8, sera du sixième du traitement pour dix ans de service et au-dessous.

Elle s'accroîtra d'un soixantième de ce traitement pour chaque année de service au-dessus de dix ans, sans pouvoir excéder la moitié du traitement.

12. Les pensions et secours aux veuves et orphelins ne pourront excéder la moitié de celle à laquelle le décédé aurait eu droit.

Ces pensions ne seront accordées qu'aux veuves et orphelins des employés décédés en activité de service, ou ayant eu pension de retraite.

Les veuves n'y auront droit qu'autant qu'elles auraient été mariées depuis cinq ans, et non divorcées, et qu'elles n'auraient pas contracté de nouveau mariage.

Dans le cas où le décédé n'aurait pas acquis de droit à une pension, la veuve ne pourra y prétendre.

13. Si l'employé laisse une veuve sans aucun enfant au-dessous de l'âge de quinze ans, la pension sera du quart de la retraite qui aurait été accordée à son époux, si elle eût été fixée à l'époque de son décès.

Dans le cas où le décédé aurait laissé à la charge de sa veuve un ou plusieurs enfans au-dessous de quinze ans, la pension pourra être augmentée, pour chacun de ces enfans, de cinq pour cent de la retraite qui aurait été réglée pour le décédé, et sans toutefois que la totalité de la somme à accorder à la veuve, tant pour elle que pour ses enfans, puisse jamais excéder le double de celle qu'elle eût obtenue dans la première hypothèse.

14. Si la veuve décède avant que les enfans provenant de son mariage avec l'employé, son défunt mari, aient atteint l'âge de quinze ans, sa pension sera réversible à ses enfans, qui en jouiront, comme les autres orphelins jouiront de la

ou infirmes dont la mise en retraite ne peut être différée. La distribution de cette somme sera soumise à l'approbation du Gouvernement.

Le montant de ces fonds sera versé par trimes-

leur, par égale portion, jusqu'à l'âge de quinze ans accomplis, mais sans réversibilité des uns aux autres enfans.

15. Si les employés ne laissent pas de veuves, mais seulement des orphelins, il pourra leur être accordé des pensions de secours, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de quinze ans; la quotité sera fixée, pour chacun, à la moitié de ce qu'aurait eu leur mère, si elle avait survécu à son mari, et ne pourra excéder, pour tous les enfans ensemble, la moitié de la pension à laquelle leur père aurait eu droit ou dont il jouissait.

La pension qui pourrait revenir, d'après les précédentes dispositions, à un ou plusieurs de ces enfans, leur sera conservée pendant toute leur vie, s'ils sont infirmes, et, par l'effet de ces infirmités, hors d'état de travailler pour subvenir à leurs besoins.

16. En cas de concurrence entre plusieurs employés réclamant la pension, l'ancienneté de service d'abord, et ensuite l'âge et les infirmités, décideront de la préférence.

17. Les dispositions du présent décret ne seront applicables qu'au bénéfice des employés actuels du ministère, ou de ceux qui y seront admis.

Titre III. *Des Cas de suspension et de privation du droit à la Pension de retraite.* Art. 18. Nul employé démissionnaire n'a droit de prétendre au remboursement des retenues exercées sur son traitement, ni à aucune indemnité en conséquence; mais si, par la suite, il était admis à rentrer dans le ministère, le tems de son premier service compterait pour la pension.

19. Tout employé destitué perd ses droits à la pension, quand il aurait le tems de service nécessaire pour l'obtenir; il ne peut prétendre ni au remboursement des sommes retenues sur son traitement pour les pensions, ni à aucune indemnité équivalente.

Titre IV. *Dispositions relatives à un cas particulier.* Art. 20. Les employés du ministère dont les traitemens sont

tre, sur les ordonnances du Ministre de l'Intérieur, à la caisse d'amortissement.

TITRE IX.

Retraites et Pensions.

81. A dater de la publication du présent décret, il sera fait, chaque mois, une retenue de

payés tant par la caisse du ministère que sur des fonds particuliers, seront traités à l'instar des autres employés du même ministère, ainsi que leurs veuves et enfans; et à cet effet, la retenue réglée par l'article premier du présent décret, sera faite proportionnellement et sur la totalité du traitement que chacun d'eux reçoit sur ces diverses caisses, à moins que ladite retenue ne soit faite aussi sur lesdites caisses, pour pensions.

Ces employés justifieront qu'aucune disposition particulière, relative à des pensions, n'a été faite en leur faveur sur une autre caisse que celle du ministère de l'intérieur, qui contribue à les salarier, et s'il y a une retenue pour pension auxdites caisses, on ne liquidera leur pension au ministère de l'intérieur que sur la base du traitement payé sur les fonds du ministère.

Titre V. Du Mode de paiement des Pensions, des versemens et de la comptabilité des Fonds de retenue. Art. 21. Les pensions accordées sur les fonds de retenue et sur ceux ajoutés par l'article 5 du présent décret, seront payées comme les traitemens.

22. Au commencement de chaque semestre, il sera formé un bordereau général, contenant,

1°. L'état des retenues faites pendant le semestre échu, et de celles présumées dans le semestre suivant; au total de cet état sera ajouté le montant du prélèvement autorisé par l'article 5 du présent décret;

2°. L'état des pensions accordées et de celles éteintes;

3°. L'état des nouvelles pensions et des sommes nécessaires pour les acquitter.

23. Si le produit des fonds destinés aux pensions a excédé le montant des paiemens à faire aux pensionnaires, l'excédant

trois pour cent, sur les appointemens des ingénieurs de tout grade, jusques et compris les aspirans, pour former un fonds destiné à l'acquit des pensions, tant des ingénieurs qui seront dans le cas d'obtenir leur retraite, que de leurs veuves et de leurs enfans.

82. Les ingénieurs de tout grade actuellement en activité auront droit à la retraite après trente ans de service effectif, aux termes de l'article 8 du décret du 4 juillet 1806 (1). Ceux qui sont entrés dans le corps depuis l'établissement de l'École Polytechnique, n'auront droit à la retraite qu'après trente ans de service effectif dans ce corps.

A l'avenir, les trente ans dateront de la nomination comme aspirant, ou de l'âge de vingt ans, dans le cas où l'aspirant aurait été au-dessous de cet âge lors de sa nomination.

sera versé à la caisse d'amortissement, qui en accumulera les intérêts à cinq pour cent par an, au profit desdits fonds.

24. Les produits des retenues, des versemens à la caisse d'amortissement et des intérêts qui en proviendront, seront uniquement et privativement affectés à la destination prescrite par le présent décret.

25. Une expédition du bordereau général ordonné par l'article 22, sera remise tant au Ministre de l'Intérieur qu'au Directeur général de la caisse d'amortissement.

26. La Caisse d'amortissement rendra, chaque année, au Ministre de l'Intérieur, compte par écrit des sommes qu'elle aura reçues, payées ou employées, et des extinctions de pensions qui seront survenues. Ce compte arrêté sera mis sous nos yeux chaque année par le Ministre.

27. Nos Ministres de l'Intérieur et du Trésor public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(1) Voyez cet article, p. 407.

83. Les pensions et secours accordés aux veuves des ingénieurs des mines ne pourront excéder la moitié de la pension à laquelle le décédé aurait eu droit.

84. La quotité des pensions de retraite des ingénieurs, celles qui seront accordées à leurs veuves, et les secours dont leurs enfans orphelins seront susceptibles, seront réglés conformément aux dispositions du titre VIII du décret d'organisation des ponts et chaussées (1).

85. Une réserve sera faite sur les fonds des pensions, pour pourvoir aux secours annuels qui seront accordés aux enfans orphelins.

(1) Extrait du décret impérial contenant organisation du Corps des Ingénieurs des ponts-et-chaussées. (*Du 7 fructidor an 12.*)

Titre VIII. *Retraites et Pensions.* Art. 33. A dater du premier vendémiaire an 13, il sera fait chaque mois une retenue de trois pour cent sur les appointemens des ingénieurs de tout grade, jusques et compris les aspirans, pour former un fonds destiné à l'acquit des pensions, tant des ingénieurs qui seront dans le cas d'obtenir leur retraite, que des veuves et enfans desdits ingénieurs.

34. Le montant des vacances d'emplois qui n'excéderont pas quinze jours, sera ajouté à la retenue ci-dessus, pour augmenter le fonds des retraites et pensions.

35. Les ingénieurs de tout grade auront droit à la retraite, après trente ans de service effectif dans le corps.

Les trente ans dateront de la nomination comme aspirant, ou de l'âge de vingt ans, dans le cas où l'aspirant serait au-dessous de cet âge lors de sa nomination.

36. Pour déterminer le montant des pensions de retraite dues à chaque ingénieur, il sera fait une année commune du traitement dont il aura joui pendant les trois dernières de son activité.

La pension sera de la moitié de ce produit pour trente années de service, et d'un vingtième de l'autre moitié pour

86. Tout ingénieur destitué perd ses droits à la pension, quand il aurait le temps de service nécessaire pour l'obtenir : il ne peut prétendre ni au remboursement des sommes retenues sur son traitement pour les pensions, ni à aucune indemnité équivalente.

chaque année au-dessus de trente ans, sans que, dans aucun cas, le *maximum* de ces retraites puisse être au-dessus de 6,000 francs pour les inspecteurs généraux.

4,000 francs pour les inspecteurs divisionnaires et ingénieurs en chef directeurs.

3,000 francs pour les ingénieurs en chef,

Et 2,000 francs pour les ingénieurs ordinaires.

37. Dans le cas de retraite forcée avant trente ans, pour cause d'infirmités, la pension à accorder sera déterminée à raison d'un sixième du traitement pour dix ans de service, et, en outre, d'un soixantième pour chaque année excédant le nombre de dix.

38. Les pensions de retraite des ingénieurs ne seront pas réversibles à leurs veuves ni à leurs enfans.

39. Il sera accordé aux veuves des ingénieurs décédés une pension alimentaire à titre de secours; elle sera du tiers de la retraite à laquelle les décédés auraient eu droit, si cette retraite eût été liquidée à l'époque de leur décès; et, dans tous les cas, elle n'excédera pas le *maximum* de 1200 francs.

Pour obtenir cette pension, les veuves devront prouver qu'elles étaient mariées depuis cinq ans, qu'il n'y a point eu de divorce prononcé, qu'elles n'ont pas un revenu net de 600 francs.

40. Une somme de 4,000 francs sera prise annuellement sur le fonds des retraites, pour être employée à donner des secours aux orphelins des ingénieurs qui auraient perdu leur père et leur mère, et qui seraient le plus dénués de moyens d'existence. Ces secours seront distribués sur la proposition du conseil général des ponts-et-chaussées, arrêtées par le directeur général et approuvées par le Ministre; ils cesseront lorsque les individus auront obtenu une amélioration suffisante dans leurs facultés; et, dans aucun cas, ils ne seront

Il en est de même des ingénieurs qui passeraient à un autre service hors du corps des mines, sans la permission expresse du Gouvernement.

37. Les appointemens des ingénieurs seront payés par mois; les ordonnances délivrées à cet effet seront sujettes à la retenue de trois pour

pas continués lorsque l'individu aura atteint l'âge de vingt ans.

41. Au 15 des mois de ventôse et de fructidor de chaque année, le Directeur général des ponts-et-chaussées remettra au Ministre de l'Intérieur, pour être soumis au Gouvernement,

1°. L'état des pensions déjà obtenues.

2°. La situation du fonds de retenue, y compris les intérêts accumulés, s'il y a lieu; cet état sera concerté entre l'administration des ponts-et-chaussées et celle de la caisse d'amortissement.

3°. L'état de nouvelles demandes de retraite pour les ingénieurs, ou de pensions pour les veuves, et la somme nécessaire pour les acquitter.

Les nouvelles demandes ne seront admises que dans la proportion des fonds disponibles; celles sur lesquelles il ne pourra être statué, faute de fonds, seront ajournées au semestre suivant.

Le paiement des pensions et secours établis en faveur des ingénieurs sera exécuté par la caisse d'amortissement.

42. Les appointemens des ingénieurs seront payés par trimestre comme par le passé; les ordonnances délivrées à cet effet seront sujettes à la retenue de trois pour cent; il sera fait mention expresse de cette condition sur les ordonnances.

Lors du paiement des appointemens aux parties prenantes, les préposés du payeur général des dépenses diverses exerceront la retenue; il en sera fait mention dans les quittances ou états d'emargement signés par les ingénieurs.

cent; il sera fait mention expresse de la retenue sur les ordonnances.

88. Il sera prélevé, sur le fonds spécial des mines, une somme de vingt-cinq mille francs, pour former le premier fonds des retraites et pensions à accorder à ceux des ingénieurs âgés ou infirmes dont la mise en retraite ne peut être différée, et aux veuves actuellement existantes susceptibles de pensions.

Les préposés du payeur général verseront le montant de la retenue par eux exercée, dans les caisses qui leur seront indiquées par le Directeur de la caisse d'amortissement.

Les retraites et pensions seront payées chaque trimestre aux parties prenantes, soit par la caisse d'amortissement elle-même, à Paris, soit par les agens qu'elle désignera dans les chef-lieux de département et d'arrondissement communaux.

A cet effet, il sera adressé, chaque trimestre, par le Directeur général des ponts-et-chaussées, au Directeur de la caisse d'amortissement, un état des paiemens à exécuter, en conformité des états de semestre soumis au Gouvernement. Les parties prenantes y désignées seront payées sur leurs quittances.

43. A compter du premier vendémiaire an 13, il sera prélevé annuellement, sur les fonds provenant de la taxe d'entretien des routes, une somme de soixante-dix mille francs pour former le premier fonds des retraites et pensions à accorder à ceux des ingénieurs âgés ou infirmes dont la mise en retraite ne peut être différée, et aux veuves actuellement existantes susceptibles de pensions.

La distribution de cette somme sera soumise au Gouvernement.

Cette charge s'éteindra successivement par le décès des individus compris dans l'état approuvé par le Gouvernement.

Le montant de ce fonds sera versé par trimestre, sur

La durée de ce prélèvement, et sa quotité, seront ultérieurement réglées en raison de l'accroissement que recevra le corps des mines.

TITRE X.

Dispositions générales.

89. Lorsque les ingénieurs des mines auront été employés pour l'exécution des jugemens des cours, et lorsqu'ils auront été commis pour des travaux dépendant particulièrement des départemens et des communes, ou qu'ils auront été requis, comme experts, dans des discussions entre des exploitans, chefs d'usines et autres particuliers, ils seront remboursés de leurs frais de voyage et autres dépenses, d'après la fixation

les ordonnances du Ministre de l'Intérieur, à la caisse d'amortissement, qui en tiendra un compte distinct de celui du fonds de retenue.

44. Les ingénieurs des ponts-et-chaussées attachés aux travaux des ports militaires, auront droit aux retraites; et, attendu qu'il leur est fait à la marine une retenue de trois pour cent, et que ce département demeure déchargé de leur constituer des retraites, la retenue qui leur est faite sera, à compter du premier vendémiaire an 13, versée chaque trimestre à la caisse d'amortissement par le Ministre de la Marine.

45. Si le produit des retenues excède le montant des retraites et pensions à payer annuellement, la caisse d'amortissement en accumulera les intérêts au profit du fonds de retenue.

46. La caisse d'amortissement rendra, tous les ans, au Ministre de l'Intérieur, et en se concertant avec l'administration des ponts-et-chaussées, le compte du fonds des retraites et pensions des ingénieurs.

qui en sera faite par les cours, les tribunaux ou le préfet, selon les cas, et d'après un mandat du préfet, rendu exécutoire, ou en vertu d'une ordonnance de justice.

90. Il sera fait un inventaire détaillé de tous les plans, papiers et cartes, et des instrumens appartenant à l'État, existant dans les bureaux des ingénieurs en chef et des ingénieurs ordinaires. Le double de cet inventaire, vérifié et visé par l'ingénieur du grade supérieur dans la division, sera adressé au directeur général dans le courant de l'année qui suivra l'exécution du présent décret.

En cas de décès d'un ingénieur de tout grade en activité de service, les sous-préfets et les maires feront former des oppositions aux scellés, s'il en est apposé : s'il n'est pas apposé de scellés, ils feront, sans délai, procéder au récolement de l'inventaire des bureaux, à l'enlèvement des objets y énoncés, et au séquestre de tous les plans, mémoires et cartes relatifs au service des mines.

Les sous-préfets informeront de ces mesures le directeur général, qui désignera le successeur du décédé ou tel autre ingénieur, pour faire le triage de ce qui appartiendra à l'État.

Si, parmi les papiers, cartes ou plans appartenant à la succession, il s'en trouve qui puissent être utile au service des mines et usines, ils seront retenus en en payant la valeur.

91. Il pourra être accordé, pour récompenser des services distingués, aux ingénieurs qui auront obtenu leur retraite, le brevet simplement honoraire d'un grade supérieur.

92. Le directeur général des mines rédigera

et soumettra à notre Ministre de l'Intérieur, les instructions générales nécessaires à l'exécution du présent décret.

93. Nos Ministres de l'Intérieur, des Finances et du Trésor public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Signé, NAPOLÉON.

PAR L'EMPEREUR, *le Ministre secrétaire d'Etat*,

Signé H. B. DUC DE BASSANO.

Pour ampliation:

Le Ministre de l'Intérieur, Comte de l'Empire,

MONTALIVET.

TABEAU des Départemens qui composent chacune des Divisions de l'Empire français, sous le rapport du service des Mines.

1^{re}. DIVISION.

Meuse-Inférieure. Roër. Ourte.	Sambre-et-Meuse. Forêts. Ardeunes.	Meuse. Marne.
--------------------------------------	--	------------------

2^e. DIVISION.

Deux-Nèthes. Dyle. Escant. Lys.	Jemmappe. Nord. Pas-de-Calais.	Somme. Bouches-de-l'Escant. Bouches-du-Rhin.
--	--------------------------------------	--

3^e. DIVISION.

Rhin-et-Moselle. Sarre. Mont-Tonnerre. Moselle.	Meurthe. Bas-Rhin. Vosges.	Haut-Rhin. Haute-Marne. Haute-Saône.
--	----------------------------------	--

4^e. DIVISION.

Aisne. Oise. Seine-Inférieure. Eure.	Eure-et-Loir. Seine-et-Oise. Seine. Seine-et-Marne.	Aube. Yonne. Loiret. Loiret-et-Cher.
---	--	---

5^e. DIVISION.

Calvados. Manche. Orne. Sarthe.	Mayenne. Ille-et-Vilaine. Côtes-du-Nord. Finistère.	Morbihan. Loire-Inférieure. Maine-et-Loire. Indre-et-Loire.
--	--	--

6^e. DIVISION.

Donbs. Jura. Côte-d'Or. Nièvre. Cher.	Allier. Saône-et-Loire. Ain. Rhône.	Loire. Haute-Loire. Puy-de-Dôme. Cantal.
---	--	---

7^e. DIVISION.

Indre. Vienne. Deux-Sèvres. Vendée. Charente.	Charente-Inférieure. Haute-Vienne. Creuse. Corrèze. Dordogne.	Gironde. Lot-et-Garonne. Lot. Aveyron.
---	---	---

8^e. DIVISION.

Léman.	Basses-Alpes.	Var.
Mont-Blanc.	Alpes-Maritimes.	Bouches-du-Rhône.
Isère.	Drôme.	Vaucluse.
Hautes-Alpes.		

9^e. DIVISION.

Ardèche.	Aude.	Basses-Pyrénées.
Lozère.	Haute-Garonne.	Ariège.
Gard.	Gers.	Pyrénées-Orientales.
Hérault.	Landes.	
Tarn.	Hautes-Pyrénées.	

10^e. DIVISION.

Pô.	Sesia.	Gènes.
Miaréngo.	Doire.	Apennins.
Stura.	Montenotte.	Taro.

11^e. DIVISION.

Arno.	Trasimène.	Liamone.
Méditerranée.	Rome.	Golo.
Ombroie.	Elbe.	

12^e. DIVISION.

Certifié conforme :

*Le Ministre Secrétaire d'Etat,**Signé H. B., Duc de BASSANO.*

Pour ampliation :

Le Ministre de l'Intérieur, Comte de l'Empire,
MONTALIVET.

AVIS. Le *Journal des Mines* (publié par l'Administration des Mines), est imprimé en *belles pages*. Cette disposition qui permet de donner aux auteurs des exemplaires séparés de leurs Mémoires, permet aussi au libraire, chargé de la distribution de ce Journal (1), de livrer séparément une partie des articles qui s'y trouvent insérés, et entr'autres, la Loi du 21 avril 1810, sur les Mines, Minières et Carrières, ainsi que les Décrets impériaux et Actes du Gouvernement qui ont paru dans ce Recueil.

(1) CROULLEROIS, Libraire, rue des Mathurins, no. 17.

SUR

SUR L'IDENTITÉ DU COLOMBIUM
ET DU TANTALIUM.

Par M. WILLIAM HYDE WOLLASTON.

Transactions Philosophiques, 1809, p. 2.(Extrait du n^o. 1 du *Journal Minéralogique Américain*, publié par M. BRUCE, Professeur de Minéralogie à l'Université de l'Etat de New-Yorck).

PEU de tems après la découverte du colombium par M. Hattchett en 1801, M. Ekeberg découvrit en Suède une autre substance métallique différente de toutes celles qu'il connaissait alors, et décrivit les propriétés qui pouvaient servir à la distinguer des métaux qui lui ressemblaient le plus. Mais bien que cette substance eût retenu le nom de *tantale* qui lui a été donné par M. Ekeberg, les chimistes avaient conservé quelques doutes sur la différence de nature des substances décrites par les deux auteurs, et on regrettait que ces deux chimistes, qui étaient les plus propres à lever toute incertitude, n'eussent pas eu la possibilité de comparer les minéraux sur lesquels ils avaient respectivement opéré, ainsi que les produits de leurs analyses respectives.

Ayant dernièrement reçu quelques échantillons des deux minéraux de Suède, nommés *tantalite* et *yttrotantalite*, qui contiennent le tantale, et désirant vivement comparer ses propriétés avec celles du colombium, M. Hattchett m'a très-obligamment remis la quantité d'oxyde de ce dernier métal qui restait en sa possession.

Volume 28.

Q